

OBJET DE L'ACCORD-CADRE :
**ACQUISITION D'UN CYTOMETRE EN FLUX TRIEUR SPECTRAL POUR LE
LABORATOIRE « MEDITERRANEAN INSTITUTE OF OCEANOGRAPHY » (MIO- UMR
235 DE L'IRD) DANS LE CADRE DU PROJET CPER INOV-BIO-MED-CHANGE**

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES
Accord-cadre n° 2025001235F16o

PROCEDURE DE L'ACCORD-CADRE :
**APPEL D'OFFRES OUVERT EN APPLICATION DES ARTICLES L2124-2 ET R2161-1 A
R2161-5 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

Délégation Régionale Sud-Est
Immeuble le Sextant
44 Bd de Dunkerque / CS 90009
13572 MARSEILLE cedex 02

Marché de fournitures courantes et services

Le présent Cahier des Clauses Particulières comprend 30 pages numérotées de 1 à 30

Table des matières

ARTICLE 1. PRESENTATION DE L'IRD.....	5
ARTICLE 2. PRESENTATION DE L'UMR	5
ARTICLE 3. PRESENTATION DU CONTEXTE DE L'ACQUISITION	5
ARTICLE 4. NATURE ET OBJET DE L'ACCORD-CADRE	6
4.1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....	6
4.2. CODE CPV PRINCIPAL ET CODE NACRES	6
4.3. PROCEDURE DE PASSATION	7
4.4. ALLOTISSEMENT	7
4.5. FORME ET MONTANT DE L'ACCORD-CADRE.....	7
ARTICLE 5. PRESTATIONS FORFAITAIRES – ACQUISITION D'UN CYTOMETRE EN FLUX TRIEUR SPECTRAL DANS LE CADRE DU CPER	8
5.1. FOURNITURE D'UN CYTOMETRE EN FLUX TRIEUR SPECTRAL	8
5.1.1. <i>Caractéristiques techniques et fonctionnelles du cytomètre en flux trieur spectral</i>	8
5.1.2. <i>Caractéristiques environnementales du cytomètre</i>	9
5.2. FOURNITURE DE MATERIEL COMPLEMENTAIRE POUR L'UTILISATION DU CYTOMETRE	10
5.3. LIVRAISON DU SYSTEME DE SEQUENÇAGE	10
5.3.1. <i>Lieu et délais de livraison</i>	10
5.3.2. <i>Modalités de livraison</i>	10
5.3.3. <i>Documentation technique</i>	11
5.4. MISE EN SERVICE DU CYTOMETRE	11
5.5. FORMATION	11
5.6. GARANTIE CONTRACTUELLE	12
5.7. SUPPORT TECHNIQUE	12
ARTICLE 6. PRESTATIONS S'EXECUTANT PAR BON DE COMMANDE	13
6.1. CONTENU DES PRESTATIONS A BONS DE COMMANDE	13
6.1.1. <i>Consommables et réactifs nécessaires à l'utilisation du cytomètre</i>	13
6.1.2. <i>Extensions de garantie</i>	13
6.1.3. <i>Prestations de maintenance une fois le délai de garantie expiré</i>	13
6.1.4. <i>Licence d'utilisation supplémentaire pour le logiciel – traitement et analyse de données</i>	14
6.1.5. <i>Sessions de formation complémentaires</i>	14

6.2. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS A BONS DE COMMANDE	14
ARTICLE 7. DEVELOPPEMENT DURABLE	15
ARTICLE 8. PIECES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE	15
ARTICLE 9. DUREE DE L'ACCORD-CADRE	16
9.1. NOTIFICATION	16
9.2. DUREE DE L'ACCORD-CADRE	16
ARTICLE 10. MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE	16
10.1. PASSATION DES COMMANDES	16
10.2. MODALITES D'EMISSION D'UN BON DE COMMANDE.....	16
10.3. DELAI D'EXECUTION DES PRESTATIONS	17
10.4. EXCLUSIVITE DU TITULAIRE	17
10.5. LANGUES AUTORISEES	17
ARTICLE 11. CONSTATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	17
11.1. OPERATIONS DE VERIFICATIONS – POUR LES PRESTATIONS FORFAITAIRES	17
11.2. OPERATIONS DE VERIFICATIONS – POUR LES PRESTATIONS S'EXECUTANT PAR BON DE COMMANDE	18
11.3. DECISIONS APRES VERIFICATION	19
ARTICLE 12. PRIX DE L'ACCORD-CADRE.....	19
12.1. FORME DES PRIX	19
12.2. CONTENU DES PRIX	19
12.3. MOIS D'ETABLISSEMENT DES PRIX.....	20
12.4. MODALITES DE VARIATION DES PRIX.....	20
ARTICLE 13. MODALITES DE REGLEMENT.....	21
13.1. PERIODICITE DES PAIEMENTS	21
13.1.1. <i>Prestations forfaitaires</i>	21
13.1.2. <i>Prestations s'exécutant par bon de commande</i>	21
13.2. PAIEMENT ET ETABLISSEMENT DES FACTURES	21
13.3. PAIEMENTS ET INTERETS MORATOIRES	22
13.4. AVANCE	22
13.5. NANTISSEMENT	23
13.6. PAIEMENT DES COTRAITANTS.....	23
ARTICLE 14. PENALITES ET AUTRES SANCTIONS.....	23
14.1. PENALITES EN CAS DE RETARD DANS L'EXECUTION DES PRESTATIONS	23

14.2.	PENALITES POUR MAUVAISE EXECUTION DES PRESTATIONS.....	24
14.3.	EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....	24
ARTICLE 15.	SOUS-TRAITANCE	25
15.1.	RECOURS A LA SOUS-TRAITANCE	25
15.2.	PAIEMENT DIRECT DU SOUS-TRAITANT.....	25
15.3.	CONSEQUENCES DE LA SOUS-TRAITANCE IRRÉGULIÈRE.....	25
ARTICLE 16.	ASSURANCE.....	26
ARTICLE 17.	DISPOSITIF DE VIGILANCE.....	26
ARTICLE 18.	MODIFICATIONS AFFECTANT LE TITULAIRE	27
ARTICLE 19.	RACHAT OU CESSIION D’ACTIVITES	27
ARTICLE 20.	REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	27
ARTICLE 21.	SECRET PROFESSIONNEL ET CONFIDENTIALITE	28
ARTICLE 22.	RESILIATION	28
ARTICLE 23.	LITIGE	29
ARTICLE 24.	DEROGATIONS	30

L'exécution du marché est soumise aux conditions techniques et administratives décrites dans le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP), définissant l'ensemble des prestations à réaliser.

ARTICLE 1. PRESENTATION DE L'IRD

L'IRD est un établissement public français placé sous la double tutelle des ministères de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation et de l'Europe et des Affaires étrangères. Il porte, par son réseau et sa présence dans une cinquantaine de pays, une démarche originale de recherche, d'expertise, de formation et de partage des savoirs au bénéfice des territoires et pays qui font de la science et de l'innovation un des premiers leviers de leur développement.

Les avancées scientifiques sont nécessaires pour faire progresser le développement durable et humain : cette conviction, l'IRD la porte partout où il est présent – France métropolitaine, Afrique, Asie, Amérique latine, Outre-mer - partout où il agit avec ses partenaires.

L'IRD c'est un acteur français majeur de l'agenda international pour le développement. Son modèle est original : le partenariat scientifique équitable avec les pays en développement, principalement ceux des régions intertropicales et de l'espace méditerranéen.

Les priorités de l'IRD s'inscrivent dans la mise en œuvre, associée à une analyse critique, des Objectifs de Développement Durable (ODD) adoptés en septembre 2015 par les Nations unies, avec pour ambition d'orienter les politiques de développement et de répondre aux grands enjeux liés aux changements globaux, environnementaux, économiques, sociaux et culturels qui affectent la totalité de la planète.

ARTICLE 2. PRESENTATION DE L'UMR

Dans le cadre des missions de l'IRD, la Délégation régionale sud-est de l'IRD vient en appui de plusieurs structures de recherche, telles que les « Unités mixtes de recherche » (ci-après « UMR »).

Le marché est passé au bénéfice de l'Institut Méditerranéen d'Océanologie MIO, UMR de AMU, Toulon Université, CNRS et de l'IRD, et ci-après dénommé « MIO ».

Le MIO est un laboratoire de recherche en Océanologie des Universités d'Aix-Marseille, de Toulon, du CNRS et de l'IRD. Il est intégré dans l'OSU Institut Pytheas.

Ses objectifs sont de mieux comprendre le système océanique et son évolution en réponse au changement global. Il constitue un pôle de compétences en biologie, écologie, biodiversité, microbiologie, halieutique, physique, chimie, biogéochimie et en sédimentologie marines. Ses cadres d'exercice sont l'océan mondial, ses interfaces avec le continent, l'atmosphère et le sédiment

ARTICLE 3. PRESENTATION DU CONTEXTE DE L'ACQUISITION

Dans le cadre du renforcement de ses capacités d'analyse des communautés microbiennes naturelles, la plateforme de cytométrie PRECYM du MIO (labellisée Plateforme Technologique Aix Marseille et IBISA) souhaite se doter d'un cytomètre trieur spectral. Cet instrument est spécifiquement adapté à l'étude des microorganismes issus de milieux complexes (eaux marines, eaux douces, sols, biofilms), dans lesquels les limites des cytomètres classiques se font particulièrement ressentir.

L'intérêt majeur d'un cytomètre spectral réside dans sa capacité à analyser l'ensemble du spectre de fluorescence émis par chaque particule, permettant une déconvolution fine des signaux, même en présence d'autofluorescences multiples ou de fluorophores à spectres proches. Il permet ainsi une

meilleure discrimination des populations microbiennes sans nécessiter de marquage préalable obligatoire, ce qui est un avantage déterminant pour l'analyse in situ d'échantillons environnementaux.

Objectifs scientifiques et techniques

L'acquisition de cet équipement vise pour la plateforme PRECYM du MIO à :

- Isoler des populations microbiennes spécifiques ou rares, notamment des cyanobactéries, protistes, bactéries non cultivées, en vue d'études physiologiques, de cultures ou de séquençages unicellulaires.
- Trier des cellules vivantes selon leurs caractéristiques morphologiques, physiologiques ou pigmentaires naturelles (chlorophylle, phycobilines, activité enzymatique, potentiel redox, etc.).
- Analyser et isoler des particules de très petite taille
- Étudier la dynamique fonctionnelle des communautés microbiennes dans divers contextes (stress, enrichissement, infection virale, interactions trophiques).
- Améliorer l'analyse de la biodiversité microbienne dans des échantillons complexes, grâce à une séparation plus robuste et plus fine des signaux fluorescents.
- L'instrument devant être de petite taille, il peut être embarqué sur un navire pendant des campagnes océanographiques afin de réaliser les analyses et tris au plus proche des prélèvements (meilleure qualité).

Par rapport à un cytomètre trieur conventionnel, l'approche spectrale offre :

- Une résolution accrue des populations chevauchantes ou à fluorescence faible,
- Une analyse multiparamétrique étendue (nombre de canaux spectro-fluorescents augmentés),
- Une plus grande flexibilité d'analyse dans des échantillons non marqués ou hautement autofluorescents, ou ayant des spectres d'émission très proches,
- Une capacité d'analyse des spectres d'émission et de déconvolution des signaux (unmixing)
- Une capacité de tri haute précision, adaptée à des applications en microbiologie fondamentale, environnementale, et biotechnologique.

Cette acquisition s'inscrit dans le cadre du projet CPER Inov-Bio-Med-Change (INOV-BMC), issu d'un partenariat structurant de l'IRD avec les établissements suivants : Aix Marseille Université, l'Ifremer, l'Université de Toulon et le CNRS.

ARTICLE 4. NATURE ET OBJET DE L'ACCORD-CADRE

4.1. Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture d'un cytomètre en flux trieur spectral pour le laboratoire MIO (UMR 235 de l'IRD) dans le cadre du projet CPER INOV-BIO-MED-CHANGE (INOV-BMC), des consommables nécessaires à son fonctionnement et des prestations associées.

4.2. Code CPV principal et code NACRES

Les codes CPV principaux sont les suivants :

- 38434510-4 Cytomètres
- 33696500-0 Réactifs de laboratoire
- 50400000-9 Services de réparation et d'entretien de matériel médical et de matériel de précision

Les référentiels NACRES (Nomenclature Achats Recherche Enseignement Supérieur) principaux sont les suivants :

- NC.54 - Cytométrie en flux et tri cellulaire : matériel et accessoires
- NC.55 – Cytométrie en flux et tri cellulaire : consommables dédiés aux instruments
- ND.52 – Cytométrie, comptage et tri cellulaire : Maintenance – réparation

4.3. Procédure de passation

Le présent accord-cadre est passé suivant la procédure formalisée d'appel d'offres ouvert, en application des articles L.2124-2 et R. 2124-2 du Code de la commande publique.

En application de l'article R.2185-1 du Code de la commande publique, l'IRD peut à tout moment déclarer la procédure sans suite

4.4. Allotissement

Le présent accord-cadre n'est pas alloti au motif suivant : l'accord-cadre ne permet pas l'identification de prestations distinctes. Les prestations à réaliser sont de même nature et répondent à un besoin indissociable. Elles relèvent d'une compétence unique et ne nécessitent pas de spécialisation technique différenciée qui ferait appel à des qualifications différenciées.

4.5. Forme et montant de l'accord-cadre

Le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande conformément aux articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Celui-ci s'exécute :

- A compter de la date de notification de l'accord-cadre pour les prestations forfaitaires,
- Par émission de bons de commande successifs selon la survenance des besoins pour les autres prestations prévues ci-après.

Le montant estimé du besoin sur la durée totale de l'accord-cadre est de 370.000 € H.T., reconductions comprises :

- 300.000 € H.T. pour les prestations forfaitaire (acquisition du cytomètre en flux trieur spectral et prestations associées),
- 70.000 € H.T. pour les autres prestations pouvant être commandées tout au long de l'accord-cadre (consommables, maintenance, extension de garantie le cas échéant, ...)

Le présent accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 500.000 € H.T. sur toute la durée de l'accord-cadre, reconductions comprises.

Le montant maximum de l'accord-cadre est supérieur au montant estimatif, pour permettre à l'IRD, au cours du contrat, la commande d'éventuelles autres prestations (consommables, maintenance, ...)

Ce montant maximum ne représente pas le budget actuellement disponible dont dispose pour ces achats mais correspond uniquement au montant que l'IRD est autorisé à dépenser pour ce support contractuel sur toute la durée de l'accord-cadre.

Ainsi, le montant maximum du présent accord-cadre correspond uniquement à un plafond de valeur de sorte que, quand ce plafond est atteint :

- Plus aucun bon de commande ne pourra être émis sur le fondement de l'accord-cadre,
- L'accord-cadre aura épuisé ses effets et expirera aussitôt.

ARTICLE 5. PRESTATIONS FORFAITAIRES – ACQUISITION D’UN CYTOMETRE EN FLUX TRIEUR SPECTRAL DANS LE CADRE DU CPER

Dans le cadre du présent accord-cadre, le titulaire :

- Fournit et livre à la plateforme de cytométrie PRECYM du MIO un cytomètre en flux trieur spectral répondant aux spécifications décrites ci-après,
- Fournit la documentation technique associée,
- Réalise le montage, les essais de bon fonctionnement et la mise en service de l’équipement (installation, vérifications, ...),
- Réalise la formation à l’utilisation de l’équipement,
- Assure la garantie contractuelle et le support technique.

L’ensemble de ces prestations font l’objet d’un seul et unique forfait, chiffré à la ligne I.1 du bordereau de prix.

5.1. Fourniture d’un cytomètre en flux trieur spectral

5.1.1. Caractéristiques techniques et fonctionnelles du cytomètre en flux trieur spectral

Le cytomètre spectral devra présenter les spécifications techniques et fonctionnelles suivantes :

- Il devra être équipé de 5 lasers séparés spatialement : 350/360nm, 405 nm, 488 nm, 561 et 640 nm (les longueurs d’onde des raies lasers peuvent varier de +/- 10%). La puissance laser du 488nm doit être *a minima* de 50mW et la puissance laser des 4 autres lasers doit être *a minima* de 20mW
- Il doit être équipé d’un système détection spectral et ce système devra permettre de discriminer efficacement des fluorochromes (ou pigments naturels) dont les caractéristiques de fluorescence (Maximum d’absorption, maximum d’émission et propriétés spectrales) sont très proches
- Le cytomètre trieur spectral disposera d’au moins 60 détecteurs
- L’instrument devra proposer une détection spectrale : détection sur un minimum de 8 à 16 canaux allant, pour chacun des lasers, de l’ultraviolet ($\approx 365\text{nm}$) à l’infra-rouge ($\approx 820\text{nm}$).
- Le système de détection devra disposer d’un rendement quantique élevé sur tout le spectre, en particulier pour les longueurs d’onde supérieures à 750nm (proche-infrarouge et infrarouge)
- Le système de détection de taille et de structure devra comporter au minimum un détecteur de taille (FSC) et au moins deux détecteurs de structure (SSC) sur deux raies laser distinctes, avec préférentiellement 1 des détecteurs SSC sur le laser 405nm (vSSC), afin de proposer une résolution optimale des petites particules ($<200\text{nm}$). De plus, le système pourra comporter une option permettant l’analyse plus précise des très petites particules ($<100\text{ nm}$)
- Le système doit être équipé d’un algorithme de déconvolution en temps réel utilisé pour analyser et trier les populations d’intérêt Cet algorithme permettre de modifier les compensations/déconvolutions avant tri et doit être capable de trier des données brutes
- Le système doit être capable d’extraire une (ou plusieurs) autofluorescence(s) d’un échantillon et de le traiter comme un (ou plusieurs) paramètre(s) distinct(s)
- Le système proposera un module de contrôle qualité automatisé et de standardisation automatique au cours du temps.
- L’instrument devra proposer une technologie évolutive permettant de s’adapter aux nouveaux fluorochromes dans le domaine

- Le système sera livré avec une unité informatique (PC + écran + une licence logiciel pour le pilotage de la machine) avec au minimum 1 licence complémentaire pour un poste de traitement et d'analyse des données et permettra le traitement de fichiers raw et unmixés au format fcs.

Le système doit **trier** les populations analysées avec les spécifications techniques suivantes :

- Des buses de taille 70, 85, 100 μ M et 130 μ M doivent être interchangeables et réutilisables afin de couvrir l'ensemble des besoins de tris sur des particules de tailles et d'abondances variables. Un jeu de buses de rechange devra être fourni (avec une buse de lavage de rechange si le système en nécessite une-cf article 5.2 du CCP)
- Le tri en tube devra pouvoir être réalisé sur 6 voies, *a minima* 4 voies pour la buse de 130 μ M.
- Le tri en plaque devra être réalisable, *a minima* sur plaque 96 puits, idéalement sur plaque 384, 48 et 6 puits
- Au niveau du tube échantillon, le système doit être équipé d'une agitation et du contrôle de la température
- Au niveau des tubes de tri, le système doit être équipé de supports adaptés à des tailles de tubes variables, à minima, 1.5 ml, 5ml 15ml et 50mL et doit être équipé du contrôle de la température.
- Le tri devra être performant pour les particules de tailles et d'abondances variables pour un même échantillon
- Le système devra obligatoirement être équipé d'un réglage automatique de pression, de « drop delay » et des paramètres de tri
- Le réglage manuel des paramètres de tri (« drop delay » et autres paramètres de tri) devra rester possible (possibilité de trier avec les liquides de gaine de nature/salinité différentes)
- Le système doit permettre de trier sur plusieurs déclencheurs (« trigger ou threshold ») en combinaison OR et/ou AND, et ce même sur les paramètres compensés/déconvolués

L'instrument doit être de suffisamment petite taille pour pouvoir être embarqué sur un navire océanographique les analyses et tris à bord.

5.1.2. *Caractéristiques environnementales du cytomètre*

➤ Acceptation d'un équipement reconditionné

L'IRD autorise que le modèle de cytomètre proposé par le titulaire soit reconditionné, sous réserve qu'il respecte l'ensemble des exigences techniques du présent CCP susmentionnées.

Dans ce cas, le cytomètre reconditionné devra :

- Être de génération récente (mis sur le marché depuis moins de 18 mois).

Cette exigence vise notamment à garantir la compatibilité technologique et la pérennité du support technique,

- Présenter des performances équivalentes à celles du matériel neuf requis,

Le recours à un équipement reconditionné n'est pas obligatoire, mais il est encouragé dans le cadre de cette consultation, dès lors que les conditions ci-dessus sont respectées.

Dans ce cas, le titulaire fournira toutes les garanties et documents techniques nécessaires permettant de vérifier leur conformité aux exigences du présent marché.

➤ Éléments composants le cytomètre

Les buses du cytomètre devront être réutilisables sur le long terme, soit *a minima* 4 ans.

Afin d'assurer la durabilité et la réparabilité de l'équipement, le titulaire s'engage à garantir la disponibilité des pièces de rechange et composants sur la durée minimale mentionnée dans son offre.

5.2. Fourniture de matériel complémentaire pour l'utilisation du cytomètre

Dans le cadre de la commande forfaitaire, le titulaire fournira obligatoirement en complément du cytomètre :

- Un exemplaire de rechange de buses de chaque taille (buse de lavage comprise, si le système en requière une) et 2 joints de rechange ;
- Un kit de démarrage comprenant : un lot de billes de calibrages de l'analyseur pour au moins 50 essais, un lot de billes de calibrage du tri pour au moins 50 essais, du liquide de gaine pour couvrir une utilisation quotidienne sur 15 jours.

De façon non obligatoire mais appréciable, le Titulaire peut proposer dans le prix forfaitaire toute autre pièce de rechange ou consommable telle qu'une ligne échantillon (sample line). Ces pièces de rechange sont décrites dans son offre.

5.3. Livraison du système de séquençage

5.3.1. Lieu et délais de livraison

Institut Méditerranéen d'Océanologie, MIO
Campus de Luminy, OCEANOMED, Case 901
13 288 Marseille Cedex 9, France

La livraison aura lieu entre 8H30 et 12H ainsi que 14H et 17H.

La livraison devrait pouvoir être effectuée préférentiellement d'ici la fin d'année 2025, ou début du premier trimestre 2026, au plus tard le 28 février 2026.

Pour ces prestations, le délai de livraison commencera à compter de la notification du présent accord-cadre.

5.3.2. Modalités de livraison

La livraison s'entend rendue droits acquittés, dédouanée et détaxée, Delivery Duty Paid au sens des INCOTERMS 2020, au lieu de livraison indiqué ci-dessus.

La livraison comprend le transport, l'emballage et la manutention du matériel et de tous ses accessoires jusqu'au lieu de livraison.

Le transport s'effectue sous la responsabilité du titulaire jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

Pour la livraison, le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport et notamment : éviter la circulation pendant les heures de pointe, privilégier le transport groupé des marchandises, favoriser les modes de transports les plus respectueux de l'environnement.

Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire jusqu'à l'admission du matériel livré. La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée du marché.

5.3.3. Documentation technique

Le titulaire remettra au plus tard à la livraison du cytomètre toute la documentation utile, rédigée en langue française ou anglaise, pour une utilisation et un fonctionnement correct du matériel, en format numérique et papier, tels que notice technique et d'utilisation des équipements.

Cette documentation devra contenir à minima :

- Une description technique détaillée de l'appareillage avec les conditions de fonctionnement ainsi que les préoccupations à prendre relatives à l'appareil et aux opérateurs, un guide de démarrage rapide
- Les manuels techniques comprenant les dépannages de premier niveau, les fiches de données de sécurité,
- La gamme des consommables nécessaires à son utilisation,

Le titulaire s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix.

5.4. Mise en service du cytomètre

Le présent marché accord-cadre inclut à la charge du titulaire l'ensemble des prestations et fournitures nécessaires au montage et la mise en service opérationnelle du cytomètre.

Le montage du cytomètre consiste à déballer le cytomètre en flux, l'installer sur une paillasse de laboratoire dédiée, installer ses accessoires, et à le connecter à un compresseur d'air du laboratoire.

Il sera réalisé par un technicien/ingénieur spécialisé du titulaire qui s'occupera de tout afin d'installer le matériel dans la plateforme de cytométrie PRECYM du MIO localisée dans le Bâtiment OCEANOMED Pacifique situé sur le Campus de Luminy à Marseille.

Le technicien/ingénieur disposera de ses propres outils pour toutes les opérations de montage.

La mise en service sera également réalisée par un ingénieur spécialisé du titulaire dans les locaux du MIO, en présence d'un personnel de PRECYM.

Cette mise en service devra être réalisée dans les 30 jours suivants son installation à une date déterminée en accord avec le laboratoire.

A l'issue de cette mise en service, des tests de bon fonctionnement seront réalisés dans les conditions de l'article 11.1 ci-après et permettront de prononcer l'admission de l'équipement lorsque ceux-ci s'avéreront positifs.

5.5. Formation

A l'issue de la mise en service de l'équipement, le titulaire dispense sur site une formation pour 4 à 5 personnes, au sein de la plateforme PRECYM, sur l'instrument lui-même.

La ou les dates de réalisation de cette formation seront déterminées conjointement, par le MIO et le titulaire, après la notification du présent accord-cadre, dans la limite du délai d'exécution mentionné dans le bordereau des prix.

La formation devra être tout particulièrement adaptée et dimensionnée aux activités de PRECYM et permettre l'utilisation d'échantillons environnementaux et microbiologiques traités par la plateforme. Elle portera sur les sujets suivants à minima :

- L'utilisation de l'équipement même et de ses logiciels. Ce volet intégrera notamment (liste non limitative) :
- L'apprentissage de la mise en place et des adaptations possibles des settings de la machine et des logiciels (réglages machine spécifiques pour les protocoles d'acquisition),
- L'apprentissage à l'analyse des données générées par la plateforme.
- La maintenance de premier niveau (contrôle qualité notamment).

La méthodologie, la durée et le contenu précis de la formation, qui tiendra à minima en compte les exigences ci-dessus, correspondent à ce qui est présenté dans l'offre du titulaire.

5.6. Garantie contractuelle

Le cytomètre fourni ainsi que ses équipements indispensables à son utilisation sont couverts par une garantie contractuelle de 12 mois minimum dont le point de départ est la date de la décision d'admission, que l'équipement soit neuf ou reconditionné.

A ce titre, le titulaire assure une **garantie pièces sans limite de montant, main d'œuvre et déplacement** pour l'ensemble des équipements fournis dans le cadre du présent accord-cadre. Elle inclue aussi **les frais de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement au lieu d'utilisation de la prestation.**

Cette garantie est de fait intégrée aux prix communiqués par le titulaire.

Si le Titulaire a proposé dans son offre une garantie plus longue que la garantie minimale d'un an et/ou une couverture plus étendue (remplacement des consommables par exemple), les éléments de son offre qui sont plus favorables au MIO que celles qui sont stipulées dans le présent CCP l'engagent.

Conformément à l'article 33 du CCAG FCS, le titulaire **s'oblige au titre de cette garantie à remettre en état ou à remplacer à ses frais** dans un délai de 10 jours à compter de la demande d'intervention du MIO, la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable au MIO.

Lorsque, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour l'acheteur un préjudice, celui-ci peut exiger un matériel de remplacement équivalent.

5.7. Support technique

Dans le cadre du présent marché, il est attendu de la part du titulaire deux types de supports techniques :

- **Support technique général :**

La garantie mentionnée à l'article 5.6 inclut un support technique gratuit et illimité pendant les jours ouvrés durant toute la période de garantie du cytomètre.

L'organisation et le fonctionnement de ce SAV (moyens humains, modalités de mises en œuvre, délai de prise en compte de la demande,) seront indiqués dans l'offre du titulaire.

➤ **Support applicatif (informatique) :**

Un support technique applicatif par un Ingénieur Application de l'entreprise devra être proposé pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Le support devra :

- Être accessible par appel téléphonique, mail, webcam, via prise en main à distance, et sur site lors de développements importants,
- Prendre en compte les demandes dans un délai maximum de 48H00 à compter du signalement par le MIO.

Son fonctionnement et son organisation sont détaillés dans l'offre du titulaire.

ARTICLE 6. PRESTATIONS S'EXECUTANT PAR BON DE COMMANDE

6.1. Contenu des prestations à bons de commande

L'IRD est susceptible de commander, à tout moment dès la notification de l'accord-cadre et en cas de survenance d'un tel besoin, les prestations et fournitures ci-dessous.

6.1.1. Consommables et réactifs nécessaires à l'utilisation du cytomètre

Le titulaire est tenu de fournir les consommables et réactifs nécessaires à l'utilisation du cytomètre, tels qu'identifiés dans le bordereau des prix prévu à cet effet.

Il lui est également possible de proposer, à titre complémentaire dans le bordereau des prix (référence VI), tout autre consommable ou matériel additionnel qu'il juge nécessaire au bon fonctionnement et à l'utilisation du cytomètre par le MIO.

6.1.2. Extensions de garantie

L'IRD pourra commander une extension de garantie d'un ou deux ans supplémentaires à la garantie contractuelle mentionnée à l'article 5.6.

Le périmètre et les modalités associées resteront inchangées par rapport à la garantie contractuelle initiale.

6.1.3. Prestations de maintenance une fois le délai de garantie expiré

Différents niveaux de maintenance pourront être demandés tout au long de l'accord cadre :

- **Maintenance de premier niveau / préventive** : est intégrée dans cette maintenance, une visite annuelle minimum au cours de laquelle seront effectuées les opérations de nettoyage, de réglages, de contrôles et d'essais destinées à réduire les risques de panne de l'instrument et à prolonger sa durée de vie. Le kit des pièces nécessaires à la maintenance préventive doit être compris dans la prestation.
- **Maintenance de deuxième niveau / préventive et corrective « limitée »** : Sont intégrés dans cette maintenance :
 - Les éléments de la maintenance de premier niveau (kit inclus)
 - Un nombre limité de visites correctives avec un délai d'intervention sur site de quatre (4) jours calendaires maximum à compter de la demande d'intervention. A ce titre, le nombre de visites correctives compris dans ce forfait de deuxième niveau est mentionné dans l'offre du titulaire.

Le coût des pièces détachées éventuellement nécessaires lors des interventions n'est pas inclus dans le forfait de maintenance. Le titulaire indiquera dans son offre le pourcentage de remise qu'il s'engage à appliquer sur le tarif des pièces à remplacer

Dans ce cas, le titulaire transmet un devis portant sur les frais nécessaires à la réalisation des prestations : les pièces détachées avec application du % de remise, et le cas échéant, la main d'œuvre et déplacement associés en cas de dépassement du nombre de visite corrective.

- Maintenance de **troisième niveau / préventive et corrective « illimitée »** : Sont intégrés dans cette maintenance :
 - Les éléments de la maintenance de premier niveau (kit inclus)
 - L'ensemble des coûts de main d'œuvre, pièces et déplacements. Le nombre de visite corrective sera illimité avec un délai d'intervention sur site de quatre (4) jours calendaires maximum à compter de la demande d'intervention

Les offres proposées par le prestataire doivent détailler le nombre d'intervention, la prise en charge de la main d'œuvre et celle des pièces détachées et consommables nécessaires à l'achèvement des interventions.

Elles pourront être commandées chaque année par bon de commande, selon le besoin du MIO

6.1.4. Licence d'utilisation supplémentaire pour le logiciel – traitement et analyse de données

L'IRD pourra, en cours d'exécution du marché, être amené à commander une ou plusieurs licences supplémentaires du logiciel.

Le titulaire devra être en mesure de fournir, le cas échéant, lesdites licences, dont le prix unitaire devra être précisé dans le bordereau des prix

6.1.5. Sessions de formation complémentaires

Des formations pourront être commandées en cas de besoin par le MIO tout au long de l'accord-cadre. Celles-ci seront dispensées par le titulaire dans les locaux du MIO, pour 3 agents. Ces formations porteront sur l'analyse des données spectrales spécifiques à la microbiologie.

6.2. Modalités d'exécution des prestations à bons de commande

Chaque commande sera formalisée par un bon de commande transmis au titulaire. Pour toute commande, le délai de livraison ou d'exécution court à compter de la date de notification du bon de commande.

Les modalités de livraison sont les mêmes que celles mentionnées à l'article 5.3 du CCP.

Le lieu d'exécution et de livraison des prestations est le suivant :

Institut Méditerranéen d'Océanologie, MIO
Campus de Luminy, OCEANOMED, Case 901
13 288 Marseille Cedex 9, France

ARTICLE 7. DEVELOPPEMENT DURABLE

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

Il doit être en mesure d'en justifier tout au long de l'exécution des prestations sur simple demande du Bénéficiaire.

Conformément à l'article L.2112-2 du Code de la commande publique, le Titulaire s'engage à respecter les conditions d'exécution en vue de la protection de l'environnement.

Pour cela, le titulaire fait ses meilleurs efforts pour réduire l'impact écologique des prestations fournies au titre de l'accord-cadre, notamment :

- En traitant et valorisant le cas échéant les déchets liés à la fabrication, au conditionnement et au transport de l'équipement pour en réduire les impacts écologiques négatifs ;
- En proposant des matériels économes en énergie et / ou en fluides ;
- En proposant des matériels constitués de matériaux recyclables ;
- En proposant des moyens de transport respectueux de l'environnement

Par ailleurs, dans le cadre de cette démarche, le titulaire est encouragé à s'engager dans un processus d'obtention d'un Ecolabel.

Enfin, le titulaire s'engage à récupérer la machine et de l'ensemble de ses composants lorsque celle-ci sera hors d'usage.

ARTICLE 8. PIECES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE

Par dérogation à l'article 4 du CCAG applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services, les pièces constitutives du marché sont par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (A.E) complété, daté et signé par le représentant qualifié de l'entreprise qui sera signataire de l'accord-cadre et ses annexes :
 - Annexe 1 : Le Bordereau des prix,
 - Annexe 2 : Déclaration de sous-traitance le cas échéant,
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (C.C.P),
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G) applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services (arrêté du 30 mars 2021 publié au JORF le 1er avril 2021) et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;
- L'offre technique du candidat,
- Les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution.

En cas de contradiction, d'incohérence ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Le CCAG applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services est réputé connu du titulaire quoique n'étant pas joint au dossier de consultation des entreprises.

Les clauses générales de vente habituellement utilisées dans les relations contractuelles du fournisseur ne sont pas applicables au présent marché, quand bien même celles-ci seraient jointes à l'offre du titulaire ou aux documents générés durant l'exécution des prestations.

Le Titulaire devra se conformer à tous les textes législatifs et réglementaires en vigueur régissant l'objet du marché. Sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires, les textes applicables sont ceux en vigueur au 1er jour du mois qui précède la date limite de réception des offres.

ARTICLE 9. DUREE DE L'ACCORD-CADRE

9.1. Notification

La date de notification du présent accord-cadre correspond à la date de réception par le Titulaire de la copie de l'acte d'engagement et de ses annexes ci-dessus énumérées et dûment signés par la personne habilitée à engager l'IRD.

Les prestations ne peuvent pas débiter avant cette date.

9.2. Durée de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée d'un (1) an à compter de sa notification et est renouvelable 3 fois par tacite reconduction par période d'un an, sans pouvoir excéder une durée totale de 4 ans.

En cas de non reconduction, l'IRD notifie sa décision au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception avec un préavis de 3 mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre.

Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

La non-reconduction n'ouvre droit à aucune indemnisation du titulaire.

ARTICLE 10. MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

10.1. Passation des commandes

Dans le cadre du présent accord-cadre, les prestations s'exécuteront de la manière suivante :

- **Les prestations forfaitaires** (article 5 du CCP) s'exécutent immédiatement dès la notification de l'accord-cadre au titulaire, en application du montant forfaitaire sur lequel il s'est engagé dans le bordereau de prix,
- **Les autres prestations** (article 6 du CCP) s'exécutent par l'émission de bons de commande transmis par l'IRD, à la survenance du besoin et en application des prix sur lesquels s'est engagé le titulaire dans le bordereau de prix.

Les bons de commande sont émis et transmis au titulaire au fur et à mesure des besoins du MIO, en complément de la commande des prestations forfaitaires ou par la suite tout au long de l'exécution du contrat.

10.2. Modalités d'émission d'un bon de commande

L'IRD adresse un bon de commande au Titulaire lors de la survenance d'un besoin.

En application des articles R.2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique, un bon de commande est un document écrit adressé au Titulaire qui précise les prestations ou fournitures commandées et dont l'exécution est demandée, en déterminant également la quantité.

Les bons de commande porteront sur une ou plusieurs prestations définies dans le bordereau des prix.

Chaque bon de commande indique les mentions suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire,

- La date et le numéro du marché de l'établissement passant commande,
- La date et le numéro du bon de commande de l'établissement passant commande,
- La nature et la description des prestations à réaliser,
- Les dates de réalisation des prestations,
- Le montant du bon de commande hors taxes,
- Les spécificités particulières à prendre en compte le cas échéant.

Les bons de commandes seront émis durant la période de validité du marché. Ils peuvent être exécutés postérieurement à la date d'achèvement ou de résiliation du marché, dans la limite d'un délai de 3 mois à compter de celle-ci.

10.3. Délai d'exécution des prestations

Au sens du présent accord-cadre, les délais contractuels doivent être compris comme les délais sur lesquels s'engage le Titulaire dans son offre ainsi que les délais indiqués dans le présent document. A ce titre, en cas de délais mentionnés dans l'offre du titulaire plus favorables que ceux indiqués dans le C.C.P, ce seront les délais de l'offre du titulaire qui s'appliqueront.

Dans le cadre du présent accord-cadre, le délai d'exécution des prestations commence à courir :

- Pour les prestations forfaitaires (article 5 du CCP) : A compter de la date de notification de l'accord-cadre au titulaire,
- Pour les autres prestations (article 6 du CCP), dites « à bon de commande » : A compter de la date de notification du bon de commande au titulaire.

Le délai d'exécution d'un bon de commande est indiqué dans chaque bon de commande conformément aux délais sur lesquels s'engage le Titulaire dans son offre. Sauf indication contraire dans le bon de commande, ce délai court à compter de la date de sa notification au Titulaire.

10.4. Exclusivité du titulaire

Le titulaire dispose d'une exclusivité de commande de toutes les prestations du présent accord-cadre et pour toute la durée de leur marché.

Toutefois, le MIO se réserve la possibilité de traiter hors du présent accord cadre des commandes pour lesquelles le titulaire ne respecterait pas son engagement contractuel : absence de réponse, non-respect de l'offre initiale, impossibilité de fournir la prestation demandée.

10.5. Langues autorisées

Conformément à l'article 5 de la loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française, toutes les pièces contractuelles et administratives du présent marché sont rédigées en langue française.

Après signature du marché, pour les correspondances écrites et les réunions relatives au marché, les langues employées sont en priorité le français.

ARTICLE 11. CONSTATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

11.1. Opérations de vérifications – Pour les prestations forfaitaires

- A la livraison du cytomètre au MIO :

Le MIO réalise les opérations de vérifications conformément aux dispositions des articles 27 à 29 du CCAG-FCS. Il procède notamment à :

- L'inspection visuelle du colis lors de la livraison et inspection visuelle de l'équipement livré à l'ouverture de l'emballage,
 - **La vérification** de la documentation au matériel.
- A la mise en fonctionnement de l'équipement :

Pour s'assurer du bon fonctionnement du cytomètre analyseur-trieur spectral, des tests visant notamment à contrôler la conformité de l'équipement et son parfait fonctionnement seront réalisés en présence du titulaire dans les conditions prévues à l'article 5.4 du présent document et aux articles 27 à 29 du CCAG FCS une fois celui-ci installé et mis en service.

Ceux-ci permettront notamment de vérifier le bon fonctionnement des éléments suivants :

- Les fonctionnalités de l'instrument sur les échantillons environnementaux et microbiologiques traités par la plateforme,
- Les settings de la machine et des logiciels (réglages machine spécifique à un protocole d'acquisition d'échantillon traités par la plateforme)
- L'alignement optique et les performances de l'instrument en utilisant des solutions de microbilles dédiées fournies par le titulaire.
- La qualité du tri de petites particules selon différents modes de tri (en tube et sur plaque 96 puits)
- La qualité du tri de particules en mode « unmixing »

Le détail de ces tests exécutés pendant la mise en service devra être remis au personnel de PRECYM une fois ceux-ci concluants. Suite à ces tests, l'admission du matériel sera prononcée dans les conditions précisées ci-après.

- A la l'issue de la formation :

À l'issue de la formation à l'utilisation du cytomètre, le MIO réalise aussi les opérations de vérification visant à s'assurer que l'ensemble des sujets liés à l'utilisation de l'équipement sont maîtrisés, comme notamment :

- Les fonctionnalités du cytomètre,
- La mise en place et les adaptations des settings du cytomètre,
- La compréhension à l'analyse des données générées par la plateforme.
- La capacité à réaliser les opérations de maintenance de premier niveau (contrôle qualité notamment).

Le MIO pourra transmettre ses observations dans un délai de 30 jours suivant la session. En cas de non-conformité substantielle constatée, une session de rattrapage pourra être exigée aux frais du titulaire, sans préjudice de l'application éventuelle de pénalités contractuelles.

Suite à la réalisation de ces tests et de la formation, une décision après vérifications est prononcée dans les conditions ci-après (article 11.3).

11.2. Opérations de vérifications – Pour les prestations s'exécutant par bon de commande

Les autres prestations à bon de commande sont soumis à des vérifications quantitatives et qualitatives destinées à constater qu'ils répondent aux stipulations du marché.

À l'issue des opérations de vérification susmentionnées, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions ci-après.

11.3. Décisions après vérification

Les prestations doivent être conformes aux prescriptions du présent marché et aux normes en vigueur. A l'issue des opérations de vérification, l'IRD prononce une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet des prestations et livrables, dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-FCS. Il notifie sa décision au Titulaire par courriel.

La décision d'admission interviendra au plus tard :

- Pour les prestations forfaitaires et par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-FCS, dans un délai de 30 jours à compter de l'achèvement de la formation,
- Pour les prestations à bon de commande, la décision d'admission interviendra au plus tard dans un délai de 30 jours à compter de la date de livraison ou de l'achèvement de l'exécution du service.

En cas de silence de la part de l'IRD à l'issue de ce délai, l'admission sera réputée acquise.

Toute prestation ne correspondant pas aux caractéristiques demandées ou aux normes en vigueur sera refusée et devra être revue dans des délais compatibles avec le besoin de l'IRD. A défaut, elle ne donnera pas lieu à facturation et pourra entraîner l'application de pénalités.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché jusqu'à ce qu'une décision d'admission puisse être prise et les opérations de vérification indiquées ci-dessus seront de nouveau effectuées jusqu'à cette décision d'admission.

ARTICLE 12. PRIX DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est conclu et exécuté en devise EURO. Les factures sont établies en EURO.

12.1. Forme des prix

Le présent accord-cadre est conclu à prix mixtes :

- **Le prix est forfaitaire hors taxes** pour l'exécution de l'ensemble des prestations portant sur l'acquisition du cytomètre en flux trieur spectral et des prestations associées.

Il s'agit du montant forfaitaire sur lequel le Titulaire s'engage dans l'acte d'engagement et dans le bordereau de prix (référence I.1), et ce quel que soit les moyens qu'il aura effectivement mis en œuvre pour honorer ses engagements contractuels,

- **Le prix est unitaire hors taxes** pour chaque prestation s'exécutant par bon de commande et listée au bordereau de prix. Le prix total de chaque bon de commande résultera de l'application des prix unitaires aux quantités réellement exécutées.

12.2. Contenu des prix

Les prix du marché sont établis hors T.V.A. Ils sont majorés de la T.V.A. au taux en vigueur à la date de livraison des prestations.

- Concernant les lignes de prix portant sur la commande forfaitaire – Références I du Bordereau des prix :

Les prix forfaitaires sur lesquels s'engage le Titulaire dans le bordereau des prix comprennent tous les frais indispensables à la bonne exécution des prestations concernées ainsi que tous les autres frais pouvant être engagés ou supportés par le Titulaire, notamment :

- Le coût de la main d'œuvre ;

- Les frais de déplacement et d'hébergement du personnel le cas échéant ;
 - Les éventuels coûts des matières premières et des fournitures ;
 - Les éventuels coûts de fabrication des composants et des outillages ;
 - Les éventuels coûts induits par les tests et contrôles effectués, le cas échéant ;
 - Les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ;
 - Les frais qui se rattachent au conditionnement, au stockage et à l'emballage ;
 - Les coûts et risques liés au transport et à la livraison des matériels ;
 - Les droits et taxes de douanes éventuels liés à l'exportation et à l'importation ;
 - Les cotisations d'assurances pour couvrir les risques liés à l'exécution du marché ;
 - Les frais de manutention, de transport et d'envoi qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations ;
 - Les marges pour risque et les marges bénéficiaires ;
 - Les coûts induits par la fourniture de la garantie des prestations du marché ;
 - Toutes autres dépenses nécessaires à la bonne exécution des prestations.
- Concernant les autres prestations et fournitures listés au bordereau de prix, les prix sont déterminés par application des prix unitaires aux quantités réellement exécutées.

L'ensemble des frais indispensables à la bonne exécution susmentionnée sont également compris dans ces lignes de prix unitaires, y compris les frais de livraison.

En aucun cas, le Titulaire ne pourra se prévaloir, en cours d'exécution du marché, du caractère incomplet du bordereau de prix ou d'une prestation supplémentaire imprévue.

12.3. Mois d'établissement des prix

Les prix du marché sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois correspondant au mois de la date limite de remise des offres, **soit le mois d'octobre 2025**. Ce mois est appelé « mois zéro ».

12.4. Modalités de variation des prix

Les prix sont fermes la première année.

Les prix du marché sont ensuite révisibles et peuvent être révisés à compter de la première reconduction de l'accord-cadre par période d'un an conformément aux dispositions de l'article R2112-13 du Code de la Commande Publique. A ce titre, une première révision des prix pourra intervenir en 2026, une seconde en 2027 et une troisième 2028.

La prise en compte des variations des conditions économiques est effectuée de la façon décrite ci-dessous.

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois correspondant au mois d'établissement de l'offre par le candidat comme stipulé à l'article « Mois d'établissement des prix » ci-dessus.

Les prix pourront être révisés à la date anniversaire de l'accord-cadre de l'IRD. A ce titre, le titulaire adresse sa demande de révision à l'IRD au moins deux mois avant la date d'anniversaire de notification de l'accord-cadre, soit par mail soit par courrier recommandé.

La révision de prix peut avoir lieu à la hausse, comme à la baisse, et à la demande du Titulaire ou à la demande de l'IRD.

Cette révision de prix est réalisée en application des tarifs publics du Titulaire sur la base desquels il avait établi son offre financière au mois zéro.

Dans sa demande de révision de prix, le Titulaire :

- Indique le ou les nouveaux prix applicables aux prestations et fournitures objet du présent accord-cadre
- Fourni les explications et justificatifs nécessaires à l'appui de sa demande, notamment en cas de hausse de prix.

Les nouveaux tarifs deviendront contractuels uniquement après accord de l'IRD. En cas de silence de l'IRD dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de la demande de révision de prix, les nouveaux tarifs deviendront contractuels.

En cas d'absence de demande de révision suivant ces modalités et dans le délai imparti indiqués précédemment, les prix de l'accord-cadre de la période en cours seront reconduits pour l'année suivante.

Clause de sauvegarde :

En cas d'augmentation des tarifs supérieure à 3% sur la durée totale de l'accord-cadre, l'IRD aura la possibilité de résilier, sans indemnité, la part non exécutée de l'accord-cadre et ce, par lettre recommandée avec accusé de réception

ARTICLE 13. MODALITES DE REGLEMENT

13.1. Périodicité des paiements

13.1.1. Prestations forfaitaires

Le montant des prestations forfaitaires tel que fixé dans le bordereau de prix est réglé conformément à l'échéancier de paiement ci-dessous.

Chaque paiement correspond à la réalisation d'une étape de la mission, constatée par service fait :

Phase d'exécution	Versement en % du prix forfaitaire H.T.
A l'issue de la livraison de l'équipement au MIO	65 %
A l'issue des tests de bon fonctionnement de l'équipement et de la réalisation de la formation	35 %

13.1.2. Prestations s'exécutant par bon de commande

Les prestations commandées par bon de commande sont réglées après service fait, une fois les prestations réalisées.

13.2. Paiement et établissement des factures

Les paiements s'effectueront suivant les règles de la comptabilité publique.

Les factures seront envoyées de façon dématérialisée via le portail sécurisé Chorus Portail Pro de l'Etat à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>, via les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET de l'IRD : 180 006 025 00159

- Le numéro de T.V.A. intracommunautaire de l'IRD : FR75180006025
- Le code service exécutant : PACA_GESTION
- Le numéro d'engagement juridique correspond au numéro du bon de commande

Les factures afférentes au paiement seront établies en un original portant, outre les indications prévues par la réglementation de la comptabilité publique, les indications suivantes :

- Le nom et l'adresse du titulaire,
- La référence du présent accord-cadre : 2025001235F160
- Le cas échéant, la référence du bon de commande concerné par la facturation,
- Le numéro et la date de la facture ;
- L'objet de la prestation,
- La référence aux livrables réceptionnés
- La date d'exécution ou la période relative à la facturation,
- Le montant H.T.,
- Le taux et le montant de la T.V.A. (taux en vigueur à la date de facturation),
- Le montant TTC,
- Le cas échéant, le taux de remise appliqué au montant HT
- Le cas échéant, la mention offre promotionnelle en HT et en TTC
- Le numéro SIRET du titulaire,
- Le numéro de T.V.A. intracommunautaire du titulaire,
- Les références bancaires ou postales du titulaire, rigoureusement identiques à ceux indiqués dans l'acte d'engagement.

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement et le comptable assignataire de la dépense sont indiqués à l'Acte d'Engagement.

Toute facture non rédigée comme indiquée ci-dessus sera retournée au titulaire pour rectification, sans préjudice du retard apporté au règlement.

13.3. Paiements et intérêts moratoires

Paiements :

Conformément à l'article R2192-10 du Code de la commande publique, l'IRD procède au paiement des sommes dues par virement administratif avec un délai maximum de 30 jours.

Ce délai commencera à courir à compter de la réception par l'IRD ou par l'Ifremer de l'ensemble des pièces justificatives exigées par le présent marché.

Intérêt moratoire :

En application des articles R2192-31 à R2192-36 du Code de la commande publique, le défaut de règlement dans les délais prévus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire du marché.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points + 40€ d'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement.

13.4. Avance

L'ensemble des dispositions des articles R 2191-3 à R.2191-19 du Code de la commande publique fixant notamment le principe de versement des avances, leurs modalités de calcul et de remboursement pour les accords-cadres à bons de commande s'appliquent.

A ce titre, conformément à l'article R.2191-16 du Code de la commande publique, une avance de vingt pour cent (20%) du prix total T.T.C. de la commande forfaitaire puis de chaque bon de commande est accordée au Titulaire, lorsque (conditions cumulatives) :

- La durée d'exécution des prestations concernées est supérieure à 2 mois et inférieure ou égale à 12 mois,
- Le montant total de la commande est supérieur à 50.000 € H.T.

Lorsque le titulaire du marché public est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13, le taux de l'avance est de 30 pour cent (30%) du prix total T.T.C de la commande forfaitaire puis de chaque bon de commande.

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable, ni actualisable.

13.5. Nantissement

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles L2191-8, R2191-45 à R2191-63 du Code de la commande publique. L'IRD remettra, s'il y a lieu, une copie certifiée conforme et unique par lui de l'Acte d'engagement ou un acte de cessibilité.

13.6. Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

ARTICLE 14. PENALITES ET AUTRES SANCTIONS

L'IRD se réserve le droit d'appliquer les pénalités sans mise en demeure préalable et sans préjudice d'une possibilité de résiliation aux torts du titulaire.

Les pénalités sont dues par le Titulaire dès le premier euro.

Les pénalités ci-après sont imputées sur les sommes dues au titulaire, que le manquement soit le fait de ce dernier ou d'un de ses sous-traitants.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le Titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'exécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

Les pénalités ci-dessous sont cumulables entre elles.

14.1. Pénalités en cas de retard dans l'exécution des prestations

Dans le cadre du présent accord-cadre, l'IRD se réserve la possibilité d'appliquer de plein droit des pénalités au Titulaire en cas de retard, non imputable à l'IRD, au regard des délais contractuels fixés dans l'accord-cadre ou au regard des délais contractuels sur lesquels le Titulaire s'est engagé dans son offre.

A ce titre, par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant est inférieur à 1000 euros pour chaque bon de commande.

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 500$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

Le retard peut être constaté par tout moyen.

Les pénalités de retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel de livraison est expiré.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant des pénalités de retard est plafonné à 20 % du montant total hors taxes des prestations forfaitaires et chaque bon de commande.

Ces pénalités ne trouveront pas à s'appliquer dans l'hypothèse où le non-respect du délai serait dû à la force majeure ou au fait de l'IRD.

14.2. Pénalités pour mauvaise exécution des prestations

➤ Pénalités d'indisponibilité durant la période de garantie du matériel

En cas d'indisponibilité du cytomètre durant sa période de garantie, le délai de garantie de celui-ci est prolongé d'une durée égale à la durée de l'indisponibilité de l'équipement. Ce délai court de la date de la notification du constat d'indisponibilité au titulaire jusqu'à la date de notification de la décision prise à l'issue des opérations de vérifications après remise en état.

14.3. Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Les dispositions de l'article 45 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 15. SOUS-TRAITANCE

15.1. Recours à la sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines prestations sous réserve du respect des dispositions de la loi du 31 janvier 1975 modifiée, relative à la sous-traitance.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement relève du pouvoir d'appréciation du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées, les conditions de paiement. Cette déclaration doit être accompagnée des documents qui attestent des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

La sous-traitance en tout ou partie de certaines prestations implique l'adhésion du sous-traitant aux clauses techniques du présent accord-cadre.

Dans cette hypothèse, le titulaire reste seul tenu envers le pouvoir adjudicateur de l'exécution par le sous-traitant de la totalité des obligations et engagements tels que décrits par l'accord-cadre. Il assume donc entièrement seul pendant la durée du marché, devant l'IRD comme devant tous tiers, l'entière responsabilité des prestations pour lesquelles il est engagé. Le Titulaire prendra en charge toutes les obligations afférentes, afin de respecter le marché, opérationnellement, contractuellement, financièrement et juridiquement, ainsi que sur le plan des obligations réglementaires ou des questions d'assurance.

Le refus d'un sous-traitant est motivé et signifié au titulaire dans un délai maximum de 21 jours après réception d'un dossier complet.

Le silence du pouvoir adjudicateur passé ce délai vaut acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement.

L'envoi d'un dossier incomplet ne saurait déclencher le délai de 21 jours.

15.2. Paiement direct du sous-traitant

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant, dûment accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'IRD, est payé directement. Le paiement direct est obligatoire sans qu'il ne soit possible d'y renoncer.

Le sous-traitant admis au paiement direct adresse sa demande de paiement au titulaire du marché par tout moyen permettant de donner une date certaine à sa réception. Le Titulaire dispose d'un délai de 15 jours à compter de la réception de la facture pour notifier son accord ou son refus au sous-traitant d'une part et à l'IRD d'autre part.

Par ailleurs, le sous-traitant adresse à l'IRD une demande de paiement direct libellé au nom de l'IRD en y annexant la copie des factures acceptées par le titulaire conformément aux dispositions de l'article L2193-3 du Code de la Commande Publique.

15.3. Conséquences de la sous-traitance irrégulière

Le sous-traitant qui n'a pas été accepté et dont les conditions de paiement n'ont pas été agréées par l'IRD ne peut prétendre au paiement direct.

Dans le cas où l'IRD constaterait la présence d'un sous-traitant n'ayant pas fait l'objet des obligations par le présent marché, le titulaire est mis en demeure par tout moyen permettant de donner une date certaine à sa réception de s'acquitter de ces obligations dans un délai imparti.

A défaut, l'IRD peut prononcer la résiliation de plein droit du présent marché aux torts exclusifs du titulaire et à ses frais et risques.

ARTICLE 16. ASSURANCE

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-FCS, l'attributaire devra justifier au stade de l'attribution du marché qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'IRD et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande. Le défaut d'assurance entraîne la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire.

En aucun cas, l'IRD ne pourra être appelé en responsabilité des accidents survenus, tant aux personnes qu'aux biens, du fait de la réalisation des prestations du présent marché.

ARTICLE 17. DISPOSITIF DE VIGILANCE

Le Titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les documents et attestations ci-dessous :

- Si le Titulaire est établi ou domicilié en France
 - Une attestation de vigilance délivrée par l'URSSAF prouvant qu'il est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations et contributions sociales ;
 - Une liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail comprenant les indications prévues à l'article D.8254-2 du Code du travail.
- Si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger
 - Un document attestant de la régularité de sa situation sociale au regard du règlement (CE) n°883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ;
 - Lorsque son immatriculation à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, l'un des documents suivants :
 - Un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ;
 - Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel.

Après mise en demeure restée infructueuse, la non-production ou la production incomplète ou erronée de ces documents pourra entraîner la résiliation du marché aux torts exclusifs du Titulaire sans que

celui-ci puisse prétendre à indemnité. Le cas échéant, L'IRD se réserve la possibilité de prononcer l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire.

La mise en demeure est notifiée par tout moyen permettant de donner une date certaine à sa réception par le Titulaire et notamment par lettre recommandée avec avis de réception. Elle est assortie d'un délai d'exécution. A défaut d'indication de délai dans la mise en demeure, le Titulaire dispose d'un délai d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure pour satisfaire à ses obligations

ARTICLE 18. MODIFICATIONS AFFECTANT LE TITULAIRE

Toute modification affectant le Titulaire du marché est portée impérativement à la connaissance de l'IRD par courriel. Il peut s'agir de modifications relatives aux personnes ayant le pouvoir d'engager le Titulaire, à la dénomination ou raison sociale du Titulaire, à la situation du Titulaire (notamment en cas de redressement ou liquidation judiciaire), à son adresse ou ses coordonnées bancaires.

Le cas échéant, le Titulaire transmet à l'IRD, dans les plus brefs délais les justificatifs appropriés mentionnant le changement (extrait K-bis, copie de l'annonce publiée dans un journal d'annonces légales, procès-verbal, nouveau RIB, etc.).

ARTICLE 19. RACHAT OU CESSIION D'ACTIVITES

Les droits et obligations nés du présent marché sont personnels aux deux parties. Ils ne pourront être transférés à des tiers que d'un commun accord. Les modifications affectant la personne titulaire du marché doivent donner lieu à la passation d'un avenant. A défaut d'un tel accord, toute cession ou transfert sera considéré comme nul et sera inopposable à l'IRD.

En cas de rachat ou de cessation d'activité, le prestataire a l'obligation d'en informer la personne publique par lettre recommandée avec avis de réception postal ; à ce titre obligation lui est faite d'indiquer le nouveau prestataire et d'en communiquer le nom et les références professionnelles.

Le prestataire remplaçant devra au préalable être accepté par l'IRD avant tout commencement d'exécution des prestations, à défaut le marché pourra être résilié en application des dispositions du présent cahier des clauses particulières. Le prestataire devra prendre toutes les dispositions nécessaires afin que la bonne exécution des prestations ne se trouve pas compromise.

ARTICLE 20. REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

ARTICLE 21. SECRET PROFESSIONNEL ET CONFIDENTIALITE

Le Titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a eu connaissance d'informations, de documents ou d'éléments de toute nature présentant un caractère confidentiel, s'engage à prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Une information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, données personnelles, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique), sur tout support dont l'acheteur est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée au titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec l'acheteur.

De ce fait, les documents remis par l'IRD aux personnels du titulaire, notamment concernant les procédures ou les informations nominatives, ne peuvent en aucun cas être photocopiés ou diffusés. Le titulaire et son personnel ne peuvent l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues au marché.

Le Titulaire prendra également toutes les mesures nécessaires pour préserver le caractère confidentiel de ces informations. Ces mesures ne pourront pas être inférieures à celles prises par lui pour la protection de ses propres informations confidentielles.

En outre, le Titulaire s'engage à ne pas utiliser ses connaissances, sans l'accord de l'IRD, pour aider un tiers à accéder aux informations appartenant à l'IRD et auxquelles il n'était pas tenu d'accéder. Au terme de l'exécution du marché ou en cas de résiliation, le titulaire restitue sans délai à l'acheteur une copie de l'intégralité des données confiées par lui dans le cadre de la prestation. Une fois la restitution effectuée, le titulaire détruit, dans un délai de trois mois, les éventuelles copies de données détenues dans son système d'information, y compris les données ayant fait l'objet de sauvegardes ou d'un archivage.

La restitution et la destruction des données sont constatées le cas échéant par un procès-verbal daté et signé par le titulaire. Les procédés de destruction sont conformes aux réglementations en vigueur

ARTICLE 22. RESILIATION

Le chapitre VII – articles 38 à 45 – du CCAG-FCS s'applique, notamment l'article 41 relatif aux cas de résiliation aux torts du titulaire.

Outre les cas prévus à l'article 41 du CCAG, l'accord-cadre peut être résilié de plein droit aux torts exclusifs du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à une indemnité dans les cas suivants :

- En cas de refus de produire les pièces exigées prévues aux articles 14 et 15 du présent C.C.P,
- En cas d'augmentation des prix de plus de 5 % sur la durée totale du marché par rapport aux prix initialement proposés par le titulaire dans son offre, en application de l'article 10.4. du C.C.P,

Dans ces cas précités, le titulaire est averti par l'IRD par lettre recommandée avec accusé de réception de la mise en demeure et de la résiliation envisagée. Il peut présenter ses observations dans un délai de

dix jours ouvrés à compter de la réception de ladite mise en demeure, la date de sa réception ou du récépissé faisant foi. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté la décision de l'IRD.

Le présent marché peut également être résilié de plein droit aux torts exclusifs du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à une indemnité en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution des prestations au regard des stipulations contractuelles, si, après trois mises en demeure (sur toute la durée du marché), et alors même que le Titulaire aurait remédié aux défaillances soulevées par celles-ci, il était relevé par l'IRD une nouvelle inexécution ou mauvaise exécution des prestations

Enfin, lorsque le titulaire rencontre, en cours d'exécution du marché, des difficultés techniques nécessitant la mise en place de moyens hors proportion avec la valeur du marché, ou lorsque le Titulaire déclare ne pas pouvoir exécuter ses engagements, l'IRD peut résilier le marché de sa propre initiative.

Lorsque la mise en demeure est assortie d'un délai d'exécution, ce dernier est fixé dans la lettre recommandée adressée au titulaire

ARTICLE 23. LITIGE

Le Titulaire et l'IRD s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations ou à l'exécution des prestations du présent marché, dans les conditions décrites à l'article 46 du CCAG-FCS.

Tout différend entre le Titulaire et l'IRD doit faire l'objet, de la part du Titulaire, d'un mémoire en réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Par dérogation à l'article 46.2 du CCAG-FCS, ce mémoire doit être communiqué à l'IRD, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, dans le délai d'un mois courant à compter du jour où le différend est apparu. L'IRD dispose d'un délai de deux mois à compter de la réception de la lettre de réclamation pour notifier sa décision.

L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

A défaut d'entente à l'issue de cette étape, les parties privilégient le recours à un comité consultatif de règlement à l'amiable, à la conciliation, à la médiation, notamment auprès du médiateur des entreprises, ou à l'arbitrage, dans les hypothèses et les conditions prévues par le Code de la commande publique.

A défaut d'accord amiable, tout litige né de l'interprétation ou de l'exécution du marché relève de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Marseille.

En aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre l'IRD et le titulaire ne pourront être invoquées par ce même titulaire comme une cause d'arrêt ou de suspension momentanée des prestations à effectuer.

Tout arrêt dans l'exécution des prestations par le titulaire obligerait l'IRD à recourir à un autre prestataire aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 24. DEROGATIONS

Articles du C.C.P	Articles du C.C.A.G-FCS de 2021
7	4
10.3	30.1
13.1	14.1.2 et 14.1.3
15	9.2
22	46.2

Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :



[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)

[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)

**Le présent document est à accepter sans modification.
Seul l'exemplaire détenu par l'Administration fait foi.**